



LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le secteur privé dans les pays en voie de développement : le leur, pas le nôtre

Les petites et moyennes entreprises, généralement définies dans les pays du Sud comme étant des entreprises enregistrées avec moins de 250 employés (voir l'encadré ci-dessous) sont le moteur de la croissance économique partout à travers la planète. De l'Afghanistan au Zimbabwe, les petites entreprises peuvent servir de gagne-pain et, assez souvent, de moyen pour leurs propriétaires et employés, ainsi que leur famille et parfois même les communautés dans lesquelles ils habitent, de sortir de la pauvreté.

Là où il est question de coopération au développement, être en faveur des entreprises ne signifie pas utiliser l'aide pour assumer les coûts des compagnies canadiennes opérant à l'étranger. Exportation et Développement Canada (EDC) et d'autres programmes de promotion en matière de commerce existent déjà à cet effet.

Se positionner en faveur des entreprises devrait plutôt signifier le renforcement des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en voie de développement de manière à faire progresser les intérêts des personnes vivant en marge de leur société.

Le programme d'aide du Canada encourage déjà les PME de plusieurs manières. Par exemple, le Canada a collaboré dans une initiative avec la Société financière internationale pour mobiliser des capitaux et d'autres services pour soutenir les petites et moyennes entreprises dans les économies en développement. Mais nous pourrions en faire beaucoup plus.

Définition des PME

La définition des PME varie. La Commission européenne décrit une *microentreprise* comme ayant moins de dix employés, une *petite entreprise* si elle en a moins de 50, et une *moyenne entreprise* si elle en a moins de 500. Dans plusieurs pays en voie de développement, le seuil pour les *moyennes entreprises* est établi à 250, alors que dans d'autres pays, le seuil est établi à moins de 100 employés. L'Institut Brookings préconise une distinction basée sur des estimations spécifiques à chaque pays en fonction du chiffre d'affaires d'une entreprise. Au Ghana, une PME aurait un revenu brut annuel compris entre 23 700 \$ et 2 370 000 \$ alors qu'en Thaïlande, le revenu brut d'une PME serait compris entre 84 400 \$ et 8 440 000 \$.

Consulter Brookings :

http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2008/9/development%20gibson/09_development_gibson.pdf ; Commission européenne : http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sme/facts-figures-analysis/sme-definition/index_fr.htm.

Le Groupe McLeod œuvre au renforcement de la contribution du Canada à un monde meilleur.

Le Groupe McLeod est composé de professionnels possédant de nombreuses années d'expérience au sein du gouvernement, de la société civile et du milieu universitaire, qui travaillent dans tous les domaines du développement international, de la diplomatie et de la politique étrangère. Nous collaborons avec d'autres intervenantes et intervenants qui apprécient les droits de la personne, l'intégration, l'égalité et le développement durable pour faire avancer la politique et l'action du Canada dans les domaines de la coopération internationale et des affaires étrangères.

260, rue Metcalfe, bureau 6A, Ottawa (Ont.), K2P 1R6

McLeodGroup.ca | mcleodgroup12@gmail.com | [@theMcLeodGroup](https://www.facebook.com/theMcLeodGroup)

© Le Groupe McLeod 2015-16 / Cette œuvre est mis à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

Le soutien du Canada aux PME

- L'ACDI gère un programme de soutien aux PME en Égypte (1989-2011) avec un investissement de l'ordre de presque 80 millions de dollars.
- Affaires mondiales Canada (anciennement ACDI/MAECD) dirige actuellement un programme actif pour les PME au Vietnam (2010-17) avec un budget de 10 millions de dollars.
- Affaires mondiales Canada a créé un fonds de 15 ans en soutien à Mennonite Economic Development Associates of Canada (MEDA) visant à lever jusqu'à 400 millions de dollars pour aider jusqu'à 250 PME. Ce projet (2013-2018) a reçu une contribution du gouvernement de près de 20 millions de dollars.
- INFRONT (Impact Investing in Frontier Markets, qui peut se traduire en français par l'investissement d'impact dans les marchés frontières), un projet mené par MEDA en partenariat avec Saron Asset Management et le MaRS Centre for Impact Investing, soutient 18 fonds locaux pour un investissement continu dans des PME. Ce fonds, doté de 250 millions de dollars à investir, a reçu un soutien important de l'ordre de 15 millions de dollars de la part du MAECD.

Comme les Canadiens qui possèdent ou travaillent pour les PME dans leur propre pays le savent très bien, développer une petite entreprise n'est pas une simple ou facile tâche. Plusieurs entreprises n'atteignent pas leur plein potentiel ou échouent totalement. Un manque de compétences techniques ou en gestion, une technologie inadaptée, la présence de corruption et de criminalité, un manque d'accès aux intrants, aux études de marché et à un mode de financement qui soit durable, la domination de certains secteurs par les grandes entreprises, les fluctuations du prix des matières premières : il existe de nombreux obstacles au succès. Les contraintes sont plus fortes pour les petites et moyennes entreprises que pour les grandes entreprises.

Pour supprimer ou réduire ces contraintes, les fonds dédiés à l'aide peuvent financer des programmes qui vont fournir les bons types de conseils et de formation aux entreprises, des informations sur le marché ainsi que des prêts et des placements en actions adaptés à leur situation. L'aide peut également soutenir l'amélioration de la politique fiscale et des régimes de réglementation visant à favoriser la croissance des PME.

L'importance des PME dans le développement

Tel que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a fait valoir : « Pour les pays en voie de développement, l'intégration dans l'économie mondiale par le biais de la libéralisation économique, la dérégulation et la démocratisation est considérée comme étant le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté et l'inégalité. Le développement d'un secteur privé dynamique est un élément essentiel de ce processus au sein duquel les PME jouent un rôle central.

Les PME représentent plus de 90 pour cent des entreprises à travers le monde et génèrent entre 50 et 60 pour cent de l'emploi. Cependant, leur importance dans le processus de développement va au-delà de leur poids numérique :

- Les PME ont davantage tendance à employer des processus de production à forte intensité de main-d'œuvre que les grandes entreprises. Elles contribuent par conséquent de manière significative à la création d'emplois productifs, la génération de revenus et, en fin de compte, à la réduction de la pauvreté...
- De multiples preuves empiriques montrent que les pays avec une forte proportion de petites entreprises industrielles ont réussi à rendre la distribution des revenus plus équitable, ce qui représente une contribution clé pour assurer la stabilité sociale à long terme...
- Les PME sont essentielles à la transition d'économies reposant sur l'agriculture à des économies industrielles, car elles fournissent des possibilités simples pour les activités de transformation qui peuvent générer des moyens de subsistance durables. Le rôle prédominant des femmes est d'une importance particulière.
- Les PME sont au cœur du développement de l'entrepreneuriat, de l'innovation et d'un comportement plus prompt à prendre des risques et ainsi constituent le fondement de dynamiques de croissance à long terme et la transition vers de plus grandes entreprises...
- Les PME, comme les technologies de l'information et de la communication l'ont amplement démontré, sont des sources importantes d'innovation, en produisant souvent des produits de manière très flexible et adaptée sur des marchés de niche. »

Source : UNIDO (2002), *CSR Implications for Small and Medium Enterprises in Developing Countries*, pp. 2-3

Fait intéressant, une grande partie de l'expérience et de l'expertise du Canada dans la conception de tels programmes réside dans le secteur à but non lucratif. Mennonite Economic Development Associates (MEDA), la Société de développement international Desjardins et le Digital Opportunity Trust sont trois exemples d'ONG basées au Canada qui travaillent efficacement avec les PME dans les pays pauvres (voir l'encadré ci-dessus).¹

Plus que cela, le Canada pourrait jouer un rôle de chef de file en ce qui concerne les aspects d'ordre social. L'aide canadienne pourrait aller au-delà d'un soutien de base aux petites entreprises et accorder la priorité aux PME qui sont détenues par ou emploient des femmes, des jeunes, des personnes handicapées, et des membres de minorités ethniques ou sexuelles. Un soutien de cet ordre permettrait non seulement de favoriser le développement économique, mais également de promouvoir les droits humains.

Évidemment, il est essentiel de cibler les secteurs dans lesquels les petites entreprises peuvent prospérer – des secteurs qui offrent des chaînes de valeur accessibles et solides et des possibilités d'approvisionnement et, parfois même, la fine pointe de la technologie. Les communications, les soins de santé, l'agriculture et l'agroalimentaire, la construction et même la sous-traitance numérique semblent tous des secteurs prometteurs, particulièrement en Afrique.²

Et ce n'est pas tout. Tel qu'affirmé par l'Organisation internationale du Travail, si elles veulent contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté, les petites entreprises dans les pays en voie de développement doivent offrir des salaires décentes et de meilleures et plus sûres conditions de travail.³ Des réseaux incluant des PME, grandes entreprises, organisations à but non lucratif, universités, gouvernements et syndicats peuvent travailler ensemble vers la réalisation de ces impératifs.

Ce que le Canada devrait faire

1. Arrêter d'utiliser l'argent destiné à l'aide pour favoriser les compagnies canadiennes opérant à

l'étranger. Bâtir le secteur privé dans les pays en voie de développement est important, mais ce n'est pas la bonne manière de le faire.

2. Étendre et augmenter le soutien aux PME dans les pays en voie de développement, en particulier celles situées aux marges de la société, grâce à des programmes en collaboration avec les banques locales, les gouvernements et les ONG qui offrent un accès aux intrants et aux marchés, des conseils aux entreprises, de l'information sur le marché, de la formation et du financement, surtout pour les propriétaires des petites entreprises qui sont des femmes, jeunes, membres de groupes minoritaires ou personnes handicapées.
3. Il faut en même temps soutenir les programmes qui fournissent des incitatifs aux moyennes et grandes entreprises locales à se procurer certains de leurs biens et services auprès des PME qui opèrent dans les marges.
4. Favoriser les subventions aux programmes de gouvernements nationaux qui affirment la primauté de l'État de droit et qui découvrent et poursuivent la corruption et la criminalité en lien avec le développement des PME.
5. Continuer à catalyser des réserves de capitaux qui incluent des fonds des secteurs tertiaire, public et privé qui ciblent les investissements de la dette et d'équité dans les PME situées aux marges dans l'objectif de parvenir à la fois à un impact social élevé et à de bons rendements financiers.
6. Afin d'améliorer la base des connaissances disperses et partielles sur les petites entreprises, le Canada devrait financer, compiler, analyser et publier les résultats de divers modèles de PME à travers différents contextes, qui pourraient devenir une source d'information incontournable pour les gouvernements, les organisations de soutien et les PME elles-mêmes.

NOTES

Photo : Indi Samarajiva, Flickr. Kandy Businesses. www.flickr.com/photos/indi/3947441785/in/photostream/

1. Pour de plus amples détails, consulter les sites de MEDA (www.meda.org/), Développement international Desjardins (www.did.qc.ca/) et Digital Opportunity Trust (www.dotrtrust.org/).

2. Le Canada peut utiliser des méthodes de recherche et de développement novatrices dans ce domaine. Plusieurs fondations américaines sont très actives pour tester le potentiel de ces secteurs à offrir des emplois aux jeunes dans les pays pauvres, notamment au niveau de la construction (Fondation MasterCard), l'agriculture et l'agroalimentaire (les fondations Gates et MasterCard) et la technologie mobile (Omidyar Network). Pour sa part, le Centre de recherches pour le développement international du Canada a récemment complété un important programme sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement en Afrique qui offre un aperçu des diverses applications de la technologie en ce qui concerne les moyens de subsistance, l'inclusion sociale, la télésanté et d'autres domaines (voir www.idrc.ca/FR/Themes/Information_and_Communication/Pages/IDRCBookDetails.aspx?PublicationID=1215).

3. Consulter le site de l'Organisation internationale du Travail (Genève) à l'adresse suivante : www.ilo.org/global/lang-fr/index.htm.